

<https://www.aefinfo.fr/depeche/707151>

Cécile Olivier

5 min read

## Nicole Belloubet est nommée ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Nicole Belloubet est nommée ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le 8 février 2024, dans le gouvernement de Gabriel Attal. L'ancienne garde des Sceaux succède à Amélie Oudéa-Castéra qui est restée à la tête du MEN 28 jours et conserve le portefeuille des Sports et des JOP. Nicole Belloubet a été rectrice des académies de Limoges et de Toulouse, poste dont elle a démissionné en 2005. Élu(e) PS à l'époque, elle a été vice-présidente chargée de l'éducation et de l'ESR de la région Midi-Pyrénées.



Nicole Belloubet a été rectrice de l'académie de Limoges de 1997 à 2000, puis de l'académie de Toulouse entre 2000 et 2005. MaxPPP

Née le 15 juin 1955, Nicole Belloubet est titulaire d'un DEA de droit public, d'un DEA d'histoire du droit, d'un doctorat de droit public de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

(1990) et de l'agrégation de droit public (1992).

Elle commence sa carrière en 1981 en tant qu'adjointe au directeur du Centre d'éducation permanente de l'université Paris-I chargée de la conception et du suivi des formations pour adultes. Elle est nommée assistante à l'université Paris-I en 1983 puis maîtresse de conférences en 1990.

En parallèle, en 1989, elle est élue conseillère municipale de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, une fonction qu'elle conserve jusqu'en 1996.

En 1992, Nicole Belloubet est nommée professeure agrégée de droit public à l'université d'Évry Val d'Essonne. Trois ans plus tard, elle devient directrice de la recherche et de la publication de l'Institut international d'administration publique.

Rectrice de Limoges et Toulouse, et VP de la région Midi-Pyrénées

En 1997, Nicole Belloubet est nommée rectrice de l'académie de Limoges, puis de l'académie de Toulouse en 2000. Elle démissionne de son poste en 2005 pour protester contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale décidées par le Premier ministre de droite de l'époque, Jean-Pierre Raffarin ([lire sur AEF info](#)).

Elle redevient ensuite professeure à l'université d'Évry Val-d'Essonne. En 2008, elle est nommée professeure à l'IEP de Toulouse.

Elle est élue la même année au conseil municipal de la ville de Toulouse et devient première adjointe au maire, Pierre Cohen (PS). Elle abandonne cette fonction en 2010, lorsqu'elle devient conseillère régionale PS, vice-présidente chargée de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ([lire sur AEF info](#)).

Le 14 mars 2013, elle est désignée membre du Conseil constitutionnel par le président du Sénat, Jean-Pierre Bel, puis devient garde des Sceaux, ministre de la Justice dans le deuxième gouvernement d'Édouard Philippe, entre juin 2017 et juillet 2020 ([lire sur AEF info](#)).

Depuis le mois de mars 2023, Nicole Belloubet est présidente du Club des juristes, cercle de réflexion juridique visant à l'amélioration du droit français.

retrouver la confiance des acteurs

Nommée à l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, qui est la 3e femme ministre à ce poste, prend la suite d'Amélie Oudéa-Castéra qui a accumulé les difficultés depuis sa nomination il y a moins d'un mois rue de Grenelle. Elle devra prendre en main plusieurs dossiers en cours : l'application des mesures du "choc des savoirs" (mise en place des groupes de niveaux, du nouveau DNB, des "prépa-lycées" ...), la conception d'un plan d'attractivité du métier enseignant, la révision de la formation initiale et continue des enseignants, le renforcement de la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire ([lire sur AEF info](#))...

Mais la nouvelle ministre devra surtout retrouver la confiance des acteurs de l'Éducation nationale et calmer leur grogne. Les syndicats de personnels viennent en effet d'organiser deux jours de grève pour protester notamment contre leurs conditions de travail et les mesures du "choc des savoirs", et pour certains, réclamer la démission d'Amélie Oudéa-Castéra après ses déclarations sur l'école publique ([lire sur AEF info](#)).

Dans un article intitulé "Supprimer le ministère de l'Éducation nationale ?" publié dans la revue *Après-demain* en 2016, Nicole Belloubet estime que "le système éducatif français doit évoluer vers plus de décentralisation territoriale et fonctionnelle". Elle prône davantage d'autonomie, plus d'implication des collectivités territoriales et une "déconcentration de la gestion des ressources humaines". Elle est aussi favorable à améliorer la rémunération et la formation des enseignants. Certains mots font en outre écho à l'actualité, notamment lorsqu'elle qualifie la "restauration de l'autorité" et le "port de la blouse", deux ambitions du gouvernement, de "fariboles", et qu'elle estime, à l'heure de la mise en place de groupes de niveaux en collège, que "créer des dispositifs adaptés à chaque groupe d'élèves ne s'improvise pas et n'est possible qu'avec l'adhésion active des enseignants".

Sarah El Haïry, est nommée ministre déléguée, chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles auprès de la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, de la ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et du garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Carole Grandjean n'est pas reconduite dans ses fonctions de ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, portefeuille qui disparaît au sein de la nouvelle équipe gouvernementale.